

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article I-41

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article I-41: Dispositions particulières à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice :
 - par l'adoption de lois européennes et de lois-cadres européennes visant, si nécessaire, à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la Partie III de la Constitution ;
 - en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des États membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;
 - par une coopération opérationnelle des autorités compétentes des États membres, y compris les services de police, les services de douanes et autres services spécialisés dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales.
 2. Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article [...] de la Partie III de la Constitution, et sont associés au contrôle politique **d'Europol et à l'évaluation** des activités d'Eurojust ~~et d'Europol~~, conformément aux articles [...] et [...] de la Partie III de la Constitution.
1. **Toute proposition d'acte, adoptée en vertu de la présente Constitution, ayant des implications sur la réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, doit être examinée par les enceintes du Conseil compétentes pour la mise en œuvre du présent article.**
 2. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les États membres disposent d'un droit d'initiative conformément à l'article [...] de la Partie III de la

Constitution.

Explication éventuelle :

Paragraphe 2 : Le Præsidium a récemment ajouté la disposition relative à Eurojust. A l'origine, le terme de « contrôle politique » ne s'appliquait qu'à Europol.

Nouveau paragraphe 3 : Les autorités françaises souhaitent insister sur la nécessité de cet amendement qui vise à préserver la spécificité du Conseil JAI : celui-ci doit être en mesure, notamment, d'examiner toute proposition d'acte contenant des dispositions de droit pénal.